Cahiers du GRM

publiés par le Groupe de Recherches Matérialistes –
Association

9 | 2016

Trajectoires de l'opéraïsme

Travail et politique. Marx et Arendt

Luciano Ferrari Bravo

Traduttore: Andrea Cavazzini

Edizione digitale

URL: <http://journals.openedition.org/grm/764>

DOI: 10.4000/grm.764

ISSN: 1775-3902

Editore

Groupe de Recherches Matérialistes

Notizia bibliografica digitale

Luciano Ferrari Bravo, « Travail et politique. Marx et Arendt », *Cahiers du GRM* [En ligne], 9 | 2016, mis en ligne le 30 juin 2016, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/grm/764> ; DOI : 10.4000/grm.764

Questo documento è stato generato automaticamente il 19 aprile 2019.

© GRM - Association

Travail et politique. Marx et Arendt

Luciano Ferrari Bravo

Traduzione : Andrea Cavazzini

NOTA DELL'EDITORE

Traduction, édition et notes par Andrea Cavazzini

Le texte intitulé « Lavoro e politica. Marx e Arendt » a été publié en 1996 dans le numéro IV de la revue *Derive e approdi*, l'une des publications qui ont développé les problématiques théoriques et politiques des années 1970 ; il a été ensuite recueilli dans une anthologie des textes de Luciano Ferrari Bravo publiée en 2001 par les éditions Manifestolibri de Rome, intitulée *Dal postfordismo alla globalizzazione : cristalli di tempo politico* (avec une Présentation de Sergio Bologna).

Notice

- 1 Luciano Ferrari Bravo (1940-2000) est l'un des théoriciens les plus importants du courant opéraïste. Il a enseigné à la Faculté de Sciences Politiques de l'Université de Padoue. Suite au procès dit « 7 avril 1979 », instruit par le Procureur de la République de Padoue Pietro Calogero contre les dirigeants de l'Autonomie ouvrière, Luciano Ferrari Bravo a subi 5 ans d'incarcération préventive avant d'être acquitté¹. Après l'époque de l'état d'urgence et la fin de la séquence rouge italienne, Luciano Ferrari Bravo a repris le fil de l'analyse des rapports capitalistes et a étudié les transformations du capitalisme « post-fordiste », ses formes institutionnelles et les nouvelles perspectives pour les luttes du « travail vivant » dans la conjoncture des années 1990.
- 2 Le texte que nous présentons ici, intitulé « Lavoro e politica. Marx e Arendt »², a été publié en 1996 dans le numéro IV de la revue *Derive e approdi*, l'une des publications qui ont développé les problématiques théoriques et politiques des années 1970 ; il a été ensuite recueilli dans une anthologie des textes de Luciano Ferrari Bravo publiée en 2001

par les éditions Manifestolibri de Rome, intitulée *Dal postfordismo alla globalizzazione : cristalli di tempo politico* (avec une Présentation de Sergio Bologna).

- 3 L'essai sur « Travail et politique » formule dans une synthèse remarquable le lien entre, d'une part, l'analyse du rapport capital/travail et, d'autre part, l'étude des formes politico-institutionnelles, un lien qui constitue l'une des spécificités de la tradition opéraïste. Luciano Ferrari Bravo rattache ses analyses aux élaborations de Marx dans les *Grundrisse*, qui furent décisives tant pour les *Quaderni rossi* au début des années 1960 que pour les positions d'Antonio Negri exposées notamment dans *Marx oltre Marx*³. (Andrea Cavazzini)

[Introduction]

- 4 J'aimerais commencer par une remarque qui pourrait être considérée comme pédante, mais qui ne l'est pas – d'ailleurs, quelle orthodoxie devrait-elle être défendue aujourd'hui par de la pédanterie ? Ce qui rend difficile la discussion sur « Virtuosismo e rivoluzione » – un long article consacré aux formes sous lesquelles peut se présenter l'agir politique dans le postfordisme, publié dans *Luogo comune* n. 4⁴ – est précisément son point de départ : les rapports entre Action politique, Travail et Pensée sont interrogés en superposant l'acception marxienne de ces termes à celle qu'a fixée Hannah Arendt. Le résultat est un effet d'extranéation qui peut certes fournir de quoi ouvrir des points de vues inhabituels : mais à condition de ne pas oublier, chemin faisant, qu'il s'agit de deux acceptions radicalement opposées l'une à l'autre.
- 5 Concentrons notre attention sur le travail. Qu'est-ce que l'acception marxienne du travail a en commun avec ce « caractère instrumental et muet », cet « automatisme d'un processus répétitif et prévisible » visant des « matériaux naturels et non sociaux » – bref avec la définition arendtienne du travail ? Le fait que Hannah Arendt attribue à Marx cette vision du travail, ne me semble pas une bonne raison pour cautionner ce qui représente, de toute évidence, une mécompréhension gigantesque. Une mécompréhension dont Arendt « a besoin » pour pouvoir penser toute l'histoire des relations classiques entre travail et action politique à l'aune de la crise de la modernité : mais l'orientation générale de sa réflexion n'est elle-même « utilisable » qu'à condition de ne pas sous-estimer le sérieux du problème formulé par Marx.
- 6 Pour Marx, le travail, dès qu'il est interrogé philosophiquement, donne toujours une réponse double et indissociable : d'un côté, il constitue une malédiction originaire, proche des douleurs de l'enfantement ; de l'autre, il représente, comme l'enfantement, la production d'une nouvelle vie, la « création » d'un monde humain, d'une nature – *natura* : participe futur du verbe « naître » – spécifiquement humaine qui n'existerait point sans le travail.
- 7 Mais la duplicité du travail, qui constitue justement la problématique de Marx, s'avère, dès qu'elle est envisagée dans des termes historiquement déterminés, qualifiée par la forme capitaliste qu'elle a prise. Elle se présente donc comme une duplicité entre le travail mort et le travail vivant. Il est possible de rattacher en dernière instance à ce couple fondamental toute la série des dualismes qui se manifestent dans le mode spécifiquement capitaliste de production : travail et force-travail, processus de travail et processus de valorisation, travail concret et travail abstrait etc. L'opposition – dialectique, irréductible à la contrariété – entre travail vivant et travail mort se prolonge

dans tous les autres couples. Prenons par exemple le couple force-travail/travail. La force-travail est, d'une part, du travail mort, puisqu'elle équivaut à la quantité de valeur déjà produite qui est achetée sur le marché en tant que salaire ; mais, d'autre part, la force-travail présente un profil historico-social, déterminé en dernière instance par la subjectivité ouvrière vivante. Symétriquement, le travail – l'autre terme du couple – est la source de la valeur, une source parmi d'autres du point de vue de la richesse réelle, mais la seule et unique du point de vue de l'accumulation capitaliste : néanmoins, c'est précisément à cause de cette vertu « créatrice » que le travail représente le plus grand malheur pour l'ouvrier.

- 8 En passant : c'est dans ce cadre qu'il convient de lire les passages marxistes consacrés au travail productif, tout en évitant de suivre Marx jusque dans ses distractions. Par exemple, il est vrai, comme le souligne « *Virtuosismo et rivoluzione* », que Marx semble parfois attribuer une certaine importance à la différence qui sépare les travaux dont le résultat est un objet durable et ceux qui s'épuisent dans leur propre mise en acte (danse, jeu d'acteur, etc.). Mais c'est une distinction à laquelle Marx a recours lorsqu'il est en train de méditer Adam Smith – avec Adam Smith – en se glissant dans les cas de figure que propose celui-ci. C'est donc une concession pragmatique faite à l'auteur dont il traite : en elle-même, elle est dépourvue de la moindre importance théorique. Certes, pour Arendt, le caractère objectif et durable du produit est un trait typique du travail, tandis que c'est son absence qui caractérise l'Action politique. Mais, pour Marx, ces deux genres d'activités sont des travaux à part entière. La virtuosité de l'exécutant est sans importance tant du point de vue de la détermination du travail productif – un danseur peut lui aussi produire de la plus-value, aussi bien que n'importe quel autre producteur de services –, que de celui de la taxinomie des figures du travail – si bien que la virtuosité était typique du travail des enfants à l'époque de la manufacture...

La politique dans le *Fragment sur les machines*

- 9 Abordons le point décisif. La dialectique entre travail vivant et travail mort gouverne la succession des phases et des époques du développement capitaliste, dans chacune desquelles le rapport de forces politique – le rôle joué par l'État, par l'argent, etc. – doit être entièrement restructuré. Chaque phase ou époque du développement est inaugurée par un mélange de *voice* – protestation, résistance, organisation – et *exit* – fuite, migration –, qui entame une transformation radicale du travail. D'ailleurs, la capacité capitaliste de réaction n'est nullement moins puissante que celle des ouvriers : il y a, non seulement une attraction, mais aussi une répulsion capitaliste à l'égard du travail et des difficultés immanentes à son organisation ; il n'est pas rare d'assister à un exode des propriétaires.
- 10 Marx met au centre de cette séquence historique le passage de la subsomption formelle à la subsomption matérielle (ou réelle) du travail par rapport au capital. Un passage qui anticipe et englobe, dans ses traits essentiels, l'époque fordiste. Uniquement dans ses traits essentiels, évidemment. Il est des aspects par rapport auxquels l'anticipation était tout simplement impossible. Que l'on songe en particulier à ce que deviennent l'État et la politique à l'époque de la subsomption réelle du travail. La formule de la *Question juive*, selon laquelle la lutte pour l'émancipation politique rencontre une limite absolue, puisqu'elle ne remet pas en cause les conditions concrètes de l'existence, c'est-à-dire les rapports de production, devient largement insuffisante à une époque où la constitution matérielle de l'État social porte sur les droits de la reproduction et de la consommation ; à

une époque donc où il y a une prise en charge directe des rapports de travail par le système politique, et où par conséquent le salaire se présente en un sens comme une catégorie du droit public.

- 11 Le point décisif pour déterminer la forme de la politique d'une manière adéquate à la soumission réelle du travail est exprimé dans la passage du « Fragment sur les machines »⁵, mille fois repris au fil des années, où Marx dit :

Dès lors que le travail sous sa forme immédiate a cessé d'être la grande source de la richesse, le temps de travail cesse nécessairement d'être sa mesure et, par suite, la valeur d'échange d'être la mesure de la valeur d'usage (...). Cela signifie l'écroulement de la production reposant sur la valeur d'échange, et le procès de production matériel immédiat perd lui-même la forme de pénurie et de contradiction⁶.

- 12 Or l'enjeu consiste à comprendre comment faut-il penser ce « dès lors », c'est-à-dire le moment où le travail n'est plus seulement un « malheur » pour l'ouvrier mais devient également une « base misérable » pour la production de la richesse.
- 13 Il ne me semble pas suffisant de faire, comme dans « Virtuosismo e rivoluzione », l'hypothèse d'une « nouvelle alliance » entre le travail – devenu « intellect général » – et la politique, une nouvelle alliance qui s'opposerait à l'ancienne alliance entre science et production, ou plus précisément à la fusion entre sciences et commandement despotique réalisée dans le système des machines. Cette hypothèse me semble insuffisante puisque le travail devenu *general intellect* n'a pas en tant que tel une vocation politique, mais reste du travail salarié. Autrement dit, il continue à constituer une figure interne à la valorisation capitaliste en tant que « travail scientifique ». Le « travail scientifique » est le terme médiateur par lequel le capital gouverne et recompose la disproportion entre la centralité du savoir dans le processus de production et le temps de travail immédiat. Le pari théorique est donc bien plus radical que la perspective d'une « nouvelle alliance » entre Travail et Politique. Il porte sur le fait que l'expression « travail scientifique » tend à devenir une contradiction dans les termes. Autrement dit, si c'est « scientifique », ce n'est plus du « travail », et par conséquent pas de capital non plus. Le passage décisif – qui fonde ou peut fonder une politique antagoniste – consiste dans la manifestation pratique d'une incompatibilité de principe – Marx parle de disproportion qualitative et quantitative – entre productivité capitaliste et productivité « scientifique », dans l'acception la plus vaste du terme « scientifique ». Le travail constitue un cadre trop étroit, « misérable », pour la productivité scientifique. Le travail en tant que tel devient improductif, devient un obstacle pour la production.
- 14 Or le problème, à la fois théorique et politique, est le suivant : comment concevoir l'activité productive « post-travailliste », qui n'est plus du travail, et qui au contraire rompt avec la catégorie de « travail » ?
- 15 Des options différentes sont possibles ; et des dangers différents. Que l'on songe, à titre d'exemple, aux positions, à bien des égards convergentes mais aussi distinctes en vertu de quelques nuances significatives, des camarades de *Futur antérieur*⁷ et des camarades de *Luogo comune*. *Futur antérieur* continue à qualifier de « travail » l'activité productive post-fordiste. Un travail abstrait élevé à la deuxième puissance, immatériel, communicationnel, mobile et polyvalent : quelque chose de virtuellement incompatible avec cette dépendance par rapport au travail mort qui caractérise en revanche le travail dans l'acception traditionnelle du terme. Mais pour *Futur antérieur* il s'agit toujours d'une forme de travail : cette persistance terminologique vise vraisemblablement à souligner le

caractère « productif » de l'activité immatérielle-communicationnelle, son caractère constitutif-constituant.

- 16 Par contre, *Luogo comune* met l'accent sur un écart catégoriel par rapport au « travail », et souligne le caractère de dépense sociale excédentaire que celui-ci aurait aujourd'hui ; *Luogo comune* mise sur le sujet du non-travail. Ainsi, le danger est de négliger la détermination productive de l'activité qui s'exprime au niveau du *general intellect*, tandis que c'est précisément cette « productivité » qui caractérise toute composition de classe dans sa réalité effective historique-matérielle. Je ne vise pas, évidemment, les positions de *Futur antérieur* et de *Luogo comune* dans leur réalité, mais les dérives possibles que leur développement unilatéral pourrait impliquer. D'un côté, la persistance de la catégorie de « travail » dans *Futur antérieur* suggère – bien entendu d'un point de vue logique – une dérive du genre suivant : récupération des positions « socialistes » classiques, entrepreneuriat ouvrier, réappropriation de l'administration (suivant le modèle « émilien »), etc. ; de l'autre, et de manière spéculaire, l'anti-travaillisme de *Luogo comune* peut déboucher sur une vision « situationniste » de la production comme langage et/ou comme spectacle, mettant l'accent sur des thématiques telles que la séparation ou l'« exode », loin d'être à l'abri d'une certaine tentation du ghetto, voir de l'auto-ghettoïsation.

Note marginale : de quelle « disproportion » est-il question ?

- 17 Dans le « Fragment », Marx parle d'une « disproportion » radicale entre le temps de travail immédiat et la production effective de la richesse. De cette disproportion relève le constat que le travail est désormais une « base misérable » pour le développement social dans sa totalité. Mais il faut bien oser creuser davantage cette « misère » du facteur-travail. Comment faut-il comprendre la « disproportion » qui nous occupe ? S'agit-il d'une disproportion quantitative ou qualitative ?
- 18 L'idée d'une disproportion quantitative est porteuse de nombreux malentendus. Une disproportion quantitative doit pouvoir être mesurée. Et, afin de la mesurer, il faut un critère de mesure *clair*. Mais le seul critère clair, du point de vue du rapport temps de travail/production de la richesse, ne peut être que la loi de la valeur-travail. Donc précisément la loi que ladite disproportion est censée invalider ! Le critère de la mesure (le temps de travail) devrait rendre compte de sa propre destitution ; mieux : il devrait « calculer » celle-ci. Un cercle vicieux inextricable.
- 19 Mais regardons de plus près. Si la « disproportion quantitative » ne se réduit pas à un *quid pro quo* patent, elle ne peut vouloir dire que deux choses. La première : la loi de la valeur ne rend plus compte du rapport entre travail nécessaire et surtravail. Mais cette impossibilité a toujours été vraie : c'est l'ancienne histoire de l'impossibilité de convertir les valeurs en prix. A cette impossibilité traditionnelle – où il est légitime de reconnaître l'irruption de la politique dans la relation économique : une irruption constitutive, originaire –, la crise du fordisme ajoute des éléments nouveaux : la transformation de la société salariale – cf. le diagnostic de Michel Aglietta, mais aussi celui, déjà ancien, d'Arghiri Emmanuel – a rendu totalement impossible le décompte des contributions de chaque « facteur » de la production, ce que prétendent toujours pouvoir faire les néo-classiques. Le profit s'ajoute comme quantité semi-fixe. Et pourtant il s'ajoute : peu

importe s'il s'agit d'un rapport global des forces (comme chez Sraffa), ou d'une prime correspondant à la capacité d'innovation (comme chez Schumpeter), ou encore d'une composante du cycle du crédit (comme chez Graziani). Ce qui importe est que l'addition du profit en tant que quantité semi-fixe continue à garantir malgré tout une certaine proportionnalité quantitative au sein du rapport de production.

- 20 Deuxième hypothèse. La disproportion quantitative est pensée dans des termes physico-matériels : comme disparition progressive du travail industriel. C'est la position d'André Gorz. Ce n'est pas par hasard que Gorz part de la définition arendtienne du travail vu comme un rapport muet à la nécessité naturelle et d'une définition technologique de la productivité vue comme l'ensemble des *inputs* et des *outputs* physiques. Or penser le *general intellect*, l'importance de la science, etc., comme dépérissement matériel du travail est une lecture « physiocratique », naturaliste, du postfordisme. Face au déclin indéniable de l'emploi dans le secteur industriel, qu'est-ce qui nous empêche de considérer comme « productif » du point de vue du capital l'emploi non-industriel ? En outre, et en passant : il conviendrait de distinguer et de jauger tous les rapports à l'aune de l'économie-monde – les taux de l'emploi et du chômage par rapport à l'ensemble de la force-travail et de la population, etc.
- 21 Il ne nous reste donc que la disproportion qualitative entre le temps de travail et la production de la richesse. Ce n'est que cette disproportion qui peut être vue à la fois comme le noyau irréductible du « Fragment » marxien et comme la base d'une politique à venir. Mais selon quels critères est-il possible de cerner cette disproportion qualitative ? Il est impossible de se limiter, comme le font Gorz et toute une tradition humaniste, à souligner l'incompatibilité ontologique entre la sphère du travail et, par exemple, les activités cognitives, les affects, la sexualité, le jeu, l'art, etc. La réalité montre bien à quel point cette incompatibilité n'est que putative et tout à fait contingente. La disproportion qualitative consiste en réalité dans le fait que la connaissance – le savoir, la communication – est une ressource productive non-économique parce qu'elle est « infinie », infiniment réutilisable, à la différence des ressources naturelles. L'activité productive immatérielle est incommensurable – disproportion qualitative, justement – par rapport à l'économie en tant que science de la rareté.
- 22 Il convient d'introduire ici deux précisions. Premièrement, si l'on veut sauvegarder une vision matérialiste du « travail immatériel », il faudra souligner le fait que connaissance, savoir et/ou communication opèrent productivement uniquement à condition de s'articuler sous des formes toujours changeantes avec la corporéité humaine : d'où l'importance des réflexions sur les « cyborgs ». En outre, il faut éviter de concevoir l'activité immatérielle/communicationnelle comme un « secteur » particulier au sein du travail vivant, voire comme la base d'une « aristocratie ouvrière » très-postmoderne. En réalité, cette activité concerne virtuellement toute la sphère de la coopération productive qui succède à la centralité de l'usine. Les processus de hiérarchisation et d'exclusion/inclusion de la force-travail ne se fondent pas sur le statut privilégié de certaines compétences, mais présentent un caractère massivement politique. C'est la procédure par laquelle le capital traite et gouverne la « disproportion qualitative ».

Trois scénarios possibles : modèle rhénan, radicalisme néo-libéral, *Clinton's Way*

- 23 Il faut tirer quelques conclusions des analyses menées jusqu'ici, tout en essayant de préciser quels scénarios politiques et stratégiques se dégagent, aujourd'hui, par rapport au capitalisme post-fordiste. Thèse : la crise du fordisme n'annonce point une nouvelle « synthèse sociale » univoque, donc un nouveau modèle universaliste pour la gestion de la production. Pourquoi ? Parce que le travail présente aujourd'hui, comme au tout début de l'épopée capitaliste, un degré très élevé d'auto-organisation, de pouvoir autonome de coopération. Il incorpore une quantité très élevée de fonctions entrepreneuriales et managériales, et doit être pourchassé et capturé toujours de nouveau par l'initiative capitaliste, par ses normes et ses procédures. Pour s'exprimer de manière provocatrice, tout se passe comme si une « subsumption formelle » du travail par le capital faisait retour à la hauteur du post-fordisme sous la forme de la saisie de la part du capital de réseaux et de modules de travail productif déjà constitués : que l'on songe au travail autonome « freelance ». Or le gouvernement d'un travail capable d'un degré élevé d'autodétermination et d'« entrepreneurialité » ne peut passer par un schéma totalisant. D'où le caractère différencié, plurivoque, changeant, des formes politiques dans le postfordisme. Il est néanmoins possible de cerner trois scénarios dominants avec lesquels il faudra se confronter à court terme.
- 24 A) Le premier se fonde sur l'idée que le compromis welfariste-socialdémocrate reste, malgré tout, indépassable. Cette hypothèse admet évidemment que tous les « pactes » qui constituaient ce compromis – pactes entre État et marché, public et privé, travail et non-travail – sont à réécrire et à réorienter, mais ce n'est que pour réaffirmer la « forme » générale de la médiation. Les « recettes » et les solutions partielles peuvent être diverses et variées, mais on a affaire, en dernière instance, à une re proposition actualisée du modèle du capitalisme rhénan. Un modèle qui est avant tout culturel (travailleurs, solidarisme, etc.), avec des très fortes racines en Europe et de nombreux atouts. Son point faible consiste dans sa présupposition de la centralité d'une forme de développement industriel qu'il est lui-même forcé de démanteler ou de réduire. Le capitalisme rhénan ou social-démocrate tend à rendre stable un degré très important d'inflation et de crise fiscale, mais cette tendance est devenue impossible. Ses acteurs décisifs restent les syndicats et les partis, et leur réseau de rapports néo-corporatifs. Mais la volonté de sauvegarder des aspects importants de l'ordre ancien, tout en se présentant d'abord comme une option assez « raisonnable », peut s'avérer non seulement la plus fragile, mais aussi la plus risquée.
- B) Le deuxième scénario est spéculairement antithétique à celui qu'on vient d'esquisser. Au modèle rhénan s'oppose le modèle anglo-saxon ou atlantique. Malgré des échecs partiels et le ralentissement actuel, le projet ultra-libéral pourrait être relancé sur une échelle très vaste. Il est actuellement le projet hégémonique dans les pays de l'Europe de l'Est, mais il n'a pas encore achevé sa « longue marche » en Occident, puisqu'il a été incapable de démanteler effectivement l'État social, qui s'est avéré moins malléable face à la restructuration que les processus de production eux-mêmes.
- La re proposition et la radicalisation du néo-libéralisme ne peuvent qu'avoir recours à des politiques ouvertement répressives. Tandis que la répression immanente aussi au modèle « rhénan/welfariste » vise à revitaliser la discipline au travail – dans une situation où, par

ailleurs, cette discipline a une base objective de plus en plus fragile, car il est fort improbable que le développement de la production recommence à faire augmenter l'emploi dans l'industrie –, dans le modèle néo-reaganien la répression prend des formes explicitement « sud-africaines ». Son présupposé est que le conflit social ne peut être médiatisé ni gouverné. Travail immatériel, métissage, nouvelles pauvretés, mobilité, etc. : tout cela constitue un « mélange » qui peut être contrôlé, faute de pouvoir le gouverner (pour reprendre des catégories de Deleuze). Les technologies du contrôle ne visent pas à modeler « positivement » les comportements sociaux, liés ou non au travail, mais opèrent à travers des stratifications, des segmentations, des hiérarchisations ; bref, à travers des pratiques d'inclusion/exclusion, autrement dit en élaborant des critères « raciaux ».

Le sujet principal de ce scénario est l'entreprise, certes ; mais non l'entreprise en tant que lieu de la réorganisation postfordiste de la coopération laborieuse, mais l'entreprise vue comme capital financier, infiniment mobile et ductile. L'« autonomie » du capital financier est accentuée ici par une fuite du capital devant le travail productif et les travaux de Sisyphe qu'implique son organisation directe. La « rentabilité » de cette forme de capital est garantie en des termes purement politiques. Sa spécificité est une capacité de valorisation apparemment disjointe du processus de travail et des lieux où se forme la richesse réelle. Capital parasite élevé à puissance, capital-racket, capital-mafia – et ce n'est par hasard que la mafia s'avère un sujet social très puissant dans le chaos ultra-libéral de l'Europe de l'Est.

C) Il existe encore un troisième scénario, dont les potentialités restent opaques. Appelons-le, par commodité, « Clinton's way », la voie de Clinton. Les thèmes décisifs de la politique clintonienne ne représentent nullement une reprise de l'horizon welfariste classique, surtout dans sa version sociale-démocrate ; contrairement à ce qu'on tend à croire en Europe occidentale, nous nous trouvons ici au-delà de l'État social. Certes, les Etats-Unis doivent rattraper un retard monumental en ce qui concerne de nombreux aspects de la sécurité sociale – que l'on songe au système de la santé, dont la réforme joue un rôle central dans les programmes de l'administration démocrate ; mais le point fondamental est le suivant : par rapport au *Welfare*, le rapport entre travail et non-travail est renversé : ce n'est plus le premier qui est l'élément dominant, représentant l'unité de mesure de la décision politique. La perspective adoptée est celle de la *jobless growth* – voir à ce sujet les analyses de Robert Reich –, du déclin du travail ouvrier traditionnel, tant *blue collar* que *white collar* et des figures sociales qui lui sont associées – le mâle américain blanc entre 30 et 40 ans etc. L'histoire américaine engendre parfois des illusions d'optique. Par exemple, le *New Deal* semblait rattraper un retard important à travers l'instauration des syndicats de masse ; cependant, il a fini par inscrire ce « rattrapage » dans le cadre des politiques keynésiennes concernant la dépense publique, qui représentaient au contraire une puissante anticipation historique. Ainsi, l'expérience clintonienne, alors même qu'elle semble viser la défense et/ou le renforcement de certains aspects de l'État social, s'engage en réalité dans une confrontation avec la nouvelle composition du travail vivant. Elle inaugure la politique et les institutions du capitalisme post-industriel et se confronte à une force-travail mobile, multifonctionnelle, capable d'accéder à des langages formalisés et scientifiques, pour laquelle la distinction entre « base » et « superstructure » est simplement dépourvue de sens, car sa qualité productive coïncide avec sa qualité culturelle-communicationnelle. Autrement dit, il est possible de supposer que le clintonisme constitue la première tentative pour fixer un compromis institutionnel entre travail immatériel et capitalisme post-fordiste.

Un compromis institutionnel : c'est-à-dire l'espace politique au sein duquel il est possible d'enregistrer et de gérer un rapport de force toujours changeant.

- 25 Modèle rhénan, radicalisme néo-libéral, *Clinton's Way* : il va de soi que ces trois scénarios n'ont qu'une valeur idéaltypique ; concrètement, la situation est toujours hybride, mélangée. Leur seul but est de fournir un cadre pour élaborer notre problème : quel rapport, aujourd'hui, entre travail et action politique ?

NOTE

1. Le 7 avril 1979, Antonio Negri, de nombreux autres militants autonomes et les collaborateurs de Negri à l'Université de Padoue – dont Luciano Ferrari Bravo –, furent accusés d'avoir dirigé de nombreuses organisations faisant partie d'une seule entité centralisée, dont les Brigades Rouges elles-mêmes ne seraient qu'une émanation. Ces accusations – qui composaient le « théorème de Calogero » – furent totalement démenties par les sentences définitives. Sur le procès « 7 avril », je me permets de renvoyer à Andrea Cavazzini, « Luttas ouvrières et années de plomb en Italie. De la centralité ouvrière à l'occultation du conflit », in *Quaderni*, 2, n. 84, 2014.

2. La traduction de ce texte a été motivée par une discussion-recherche menée avec Alain Loute sur les formes contemporaines du travail et leur rapport au contrôle et à la mesure capitalistes.

3. Antonio Negri, *Marx oltre Marx* (1978), Rome, Manifestolibri, 2003 (*Marx au-delà de Marx*, trad. franc. par R. Silberman, L'Harmattan, Paris, 1996).

4. [*Luogo comune* a été une importante revue où les problématiques post-opéraïstes ont été développées dans le sens d'une critique de la condition post-fordiste. Dissoute en 1993, elle a été animée, entre autres, par Paolo Virno, Lucio Castellano, Giorgio Agamben, Augusto Illuminati, Marco Bascetta. L'article commenté par Luciano Ferrari Bravo, « Virtuosismo e rivoluzione », écrit par Paolo Virno, a été publié en 1993. Toutes les notes entre parenthèses sont du Traducteur].

5. [Le texte marxien auquel Luciano Ferrari Bravo fait allusion est tiré des *Grundrisse* de Marx et représente l'une des principales « découvertes » théoriques du marxisme critique italien. Des passages des *Grundrisse* – correspondant au « chapitre du capital. VII, 1 de la traduction dirigée par Jean-Pierre Lefebvre de Karl Marx, *Manuscrits de 1957-1858 dits « Grundrisse »*, Editions Sociales, Paris, 2011 – ont été d'abord publiés comme « Frammento sulle macchine » dans *Quaderni Rossi*, n. 4, 1964, dans la traduction de Renato Solmi (1927-2015). Raniero Panzieri s'est inspiré en particulier des passages sur le système des machines comme pouvoir du capital sur le travail pour son analyse de l'« usage capitaliste des machines » (cf. p. 652-654 de l'édition française). Le courant opéraïste auquel appartenaient Negri et Ferrari Bravo a développé en revanche les théorisations marxiennes concernant la constitution du *general intellect* et le dépérissement de la loi de la valeur (cf. p. 660-662, *ibid.*).

6. [K. Marx, *Manuscrits de 1957-1858 dits « Grundrisse »*, op. cit., p. 661].

7. [*Futur antérieur* est une autre revue post-opéraïste, fondée en 1990 à Paris par Jean-Marie Vincent, Denis Berger et Toni Negri. Après sa dissolution en 1998, une partie du comité de rédaction a fondé en 2000 la revue *Multitudes*].

RIASSUNTI

L'essai de Luciano Ferrari Bravo analyse les différences entre la notion de travail chez Marx et Hannah Arendt et reprend l'analyse des enjeux politiques associés au « travail vivant » et des formes étatiques de son gouvernement par le capital.

INDICE

indice cronologico XXe siècle

Temi : histoire des mouvements politiques, marxisme, critique de l'économie politique, théorie de l'Etat

Indice geografico : Europe, Etats-Unis

Mots-clés : Marx Karl, Arendt Hannah, travail vivant, force-travail, néo-libéralisme, social-démocratie

AUTORI

LUCIANO FERRARI BRAVO

Luciano Ferrari Bravo (1940-2000) est l'un des théoriciens les plus importants du courant opéraïste. Il a enseigné à la Faculté de Sciences Politiques de l'Université de Padoue. Suite au procès dit « 7 avril 1979 », instruit par le Procureur de la République de Padoue Pietro Calogero contre les dirigeants de l'Autonomie ouvrière, Luciano Ferrari Bravo a subi 5 ans d'incarcération préventive avant d'être acquitté.